

● (1350)

**M. Baker:** Je crains, si je persiste dans cette voie, d'amener la ministre à se fâcher. J'y renonce pour le moment.

Si la banque a éprouvé des difficultés, c'est aussi en raison de ses investissements aux États-Unis. Quelle proportion des investissements représentaient les pertes prévues aux États-Unis? La ministre peut-elle nous donner un chiffre précis?

**Mme McDougall:** La banque a éprouvé des difficultés à l'égard de prêts d'une valeur de 115 millions de dollars. Elle aurait pu perdre en tout 85 millions. Sauf erreur, cela représenterait 4 p. 100 de tous ses investissements. Mais c'était aussi l'équivalent de la participation au capital.

**M. Baker:** C'est incroyable. Ainsi, environ 80 p. 100 de l'ensemble des dettes ont été remises. La banque prêtait-elle juste de l'argent pour les raisons mentionnées par la ministre, soit pour la prospection pétrolière? Comment est-il possible de perdre 80 p. 100 de l'argent prêté?

**Mme McDougall:** Si des tours de forage ou du matériel pétrolier avaient été mis en garantie pour ces prêts, et je suis sûr que le député s'y connaît un peu dans ce domaine, et si ces tours fonctionnent et rapportent de l'argent, elles gardent toute leur valeur. Par contre, si l'entreprise fait faillite et si ces tours ne servent à rien, elles ne valent pas grand-chose. Cela arrive facilement.

Je voudrais revenir à ce que j'ai dit tout à l'heure. Il y a environ 2,175 tours de forage en activité aux États-Unis, soit 612 de moins qu'en décembre et 299 de moins qu'en février. Quatre cents autres tours risquent d'être abandonnées d'ici au printemps. Une tour qui ne fonctionne pas ne vaut pas grand-chose.

**M. Baker:** Les conservateurs parlent continuellement du Programme énergétique national. C'est très intéressant, surtout lorsqu'on prête de l'argent à une entreprise américaine qui n'est pas touchée par une politique énergétique nationale et que l'on perd 80 p. 100 du montant de ce prêt.

Dans ses observations liminaires sur ce projet de loi, la ministre a parlé du brillant avenir que cette banque avait dans l'ouest du Canada grâce à l'Accord de l'Ouest. Autrement dit, alors que la banque a perdu 80 p. 100 de ses prêts aux États-Unis, la ministre dit que nous aurons le même système au Canada et que cette banque a un brillant avenir dans l'Ouest.

La ministre se préoccupe-t-elle de la doctrine du gouvernement? Le sujet de ce projet de loi sera renvoyé au comité des finances.

**Mlle Nicholson:** Non.

**M. Baker:** Bon. Il le faudrait. Ce comité et le gouvernement envisagent de supprimer la Banque fédérale de développement. La ministre hoche la tête; je ne me lancerai pas dans ce sujet.

Combien de personnes ont vendu leurs actions? La ministre n'a-t-elle parlé que d'une seule personne? Pense-t-elle que cette personne a perdu de l'argent ou qu'elle aurait du garder ses actions et gagner de l'argent?

### *Banque commerciale du Canada*

**Mme McDougall:** Monsieur le Président, à notre connaissance, on trouve ce genre d'information dans des déclarations d'initiés; nous ne l'avons appris que ce matin. C'est le seul nom que j'ai vu. A ma connaissance, il a vendu ses actions innocemment pour faire le premier versement sur une maison.

La chose me trouble suffisamment pour que j'approfondisse la question. Toutefois, à ma connaissance, c'est le seul cas.

**M. Baker:** Monsieur le président, la ministre a déclaré que 70 p. 100 des prêts accordés par la banque au Canada l'avaient été dans l'Ouest. Je suppose que 30 p. 100 des emprunteurs se trouvent donc ailleurs. Après que la banque eut commencé à étendre ses activités en dehors de l'ouest du Canada en 1980, c'est-à-dire pendant la période de 1980 à 1983, la situation de la banque n'était pas mauvaise, si je me souviens bien. Ses rentrées nettes n'étaient pas négligeables.

Je présume que la majeure partie des autres prêts, c'est-à-dire les 30 p. 100 dont j'ai parlé, ont été accordés à Halifax, à Montréal et dans les autres grands centres où la banque s'était établie. Pour ce qui est des sommes prêtées au Canada, la ministre peut-elle nous dire si la banque a eu moins de problèmes avec les prêts accordés dans l'est du Canada et dans la région du Centre qu'avec ceux consentis dans l'Ouest?

**Mme McDougall:** Monsieur le président, l'immense majorité des emprunts qui n'ont pas été remboursés concernaient l'ouest du Canada. C'est la région où la banque avait le plus de clients. Je suppose que la banque et ses clients ont essayé de trouver ensemble une solution aux problèmes.

**M. Riis:** Monsieur le président, d'après tout ce que le gouvernement fédéral s'est engagé à faire dans le cadre de ce plan, on arrive à un total de 73 millions de dollars, alors qu'on en demande 75 millions. A quoi serviront les deux autres millions?

**Mme McDougall:** Monsieur le président, il y a des intérêts acquis qui devront probablement être payés sur les obligations. Nous nous sommes laissés une marge pour tous les imprévus, mais nous ne paierons rien en plus de ce qui est annoncé dans le plan. Nous ne dépenserons pas de l'argent inutilement.

**M. Riis:** Monsieur le président, ce point me paraît important. Je sais que 60 millions de dollars ont été demandés aux termes de l'accord. On demande aussi 13 millions supplémentaires. Au sujet des 2 millions qui doivent servir en cas d'imprévu, il me semble que nous devrions pouvoir obtenir davantage de précisions. Les représentants du ministère sont là, et je trouverais normal qu'on nous dise au moins comment ces 75 millions de dollars seront dépensés avant que nous acceptions de bonne grâce d'adopter ce projet de loi. Après tout, c'est nous qui en répondons devant les contribuables canadiens. Comment va-t-on dépenser ces 2 millions de dollars qui n'ont pas encore été alloués? Peut-être la ministre nous donnerait-elle une réponse plus tard, si elle ne peut le faire tout de suite.